

menace existante et des moyens d'y parer constituent un domaine d'intervention politique extrêmement important, car des frontières sans contraintes ne favorisent pas de saines fonctions transfrontalières et le bien-être de l'État dans son ensemble, particulièrement dans un contexte de globalisation.

Cette dualité est tout aussi évidente au sein du Canada. Tout comme l'administration Clinton a été forcée de réagir aux problèmes qui prennent de plus en plus leur source au-delà des frontières et menacent la sécurité nationale - et même parfois celle de la planète, le gouvernement Chrétien aura à réagir de la même façon. Les menaces déterritorialisées comme la dégradation de l'environnement, la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme transnational et le nationalisme ethnique sont autant de sujets de préoccupation pour les Canadiens. La question qui se pose est de savoir comment gérer ces problèmes, à caractère transnational, dans un contexte de politique internationale qui demeure centrée sur l'État. Ou encore existe-t-il une alternative au système axé sur l'État qui permet le maintien de la souveraineté nationale et l'auto-détermination?

Même s'il existe des indications très claires que des institutions traditionnelles qui assurent la sécurité du Canada, comme le ministère de la Défense nationale, ont adopté ces concepts pour établir des plans de défense pour le nouveau millénaire, il reste encore à apprendre au public canadien comment examiner le concept de la perméabilité des frontières, particulièrement dans les domaines de la coopération économique et politique. Des auteurs connus ont eu tendance à faire ressortir les aspects négatifs de la globalisation - la « menace » que constituent l'ALENA ou l'AMI et la culture transnationale. Bien que Tom Edwards⁴ n'apporte pas de réponse, il est en mesure de démontrer comment la formulation des politiques pourrait assurer un plus grand contrôle sans pour autant éliminer les flux transfrontaliers d'information et de capitaux. Dans son analyse de la structuration des systèmes informationnels, des stratégies d'ensemble et des conditions qui donnent lieu à recontextualisation, il évoque la possibilité de développer des moyens « souples » de contrôle. Ses commentaires concernant les répercussions des erreurs de localisation sur le marché sont de nature prescriptive, appuyant ainsi le principe voulant que les gouvernements doivent offrir des services d'interface ou les encourager.

[Traduction libre] « Les États-nations ont élaboré chacun sa *propre destinée* et ont exercé leur droit à l'autodétermination telle qu'ils l'ont acquise au moyen de leur statut d'État souverain. De même, les sociétés multinationales ont fonctionné pour la plupart comme des entreprises géantes non seulement parce qu'elles le sont réellement mais également en raison de leur nature hégémonique qui ne s'est pas concrétisée sur la scène mondiale. Lorsqu'ils se retrouvent côte à côte dans le système global actuel, les États-nations et les sociétés multinationales développent une interaction essentiellement conflictuelle dans la mesure où une entité essaie de contourner les règles ou pratiques de l'autre entité; en d'autres mots, ce n'est pas toujours nécessairement une relation constructive. »

Les conséquences de l'argumentation de Tom Edwards sont claires : il faut trouver un moyen

⁴ *Information Geopolitics: Blurring the Lines of Sovereignty*, Tom Edwards, géographe, Microsoft Corporation, Seattle, Washington, États-Unis.